

Cote du document: EB 2012/107/R.18
Point de l'ordre du jour: 9 c) i)
Date: 23 novembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République islamique d'Afghanistan pour le

Projet d'élevage et d'agriculture communautaires

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Matteo Marchisio

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2862
courriel: m.marchisio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session
Rome, 12-13 décembre 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Annexe	
Accord de financement négocié	12
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

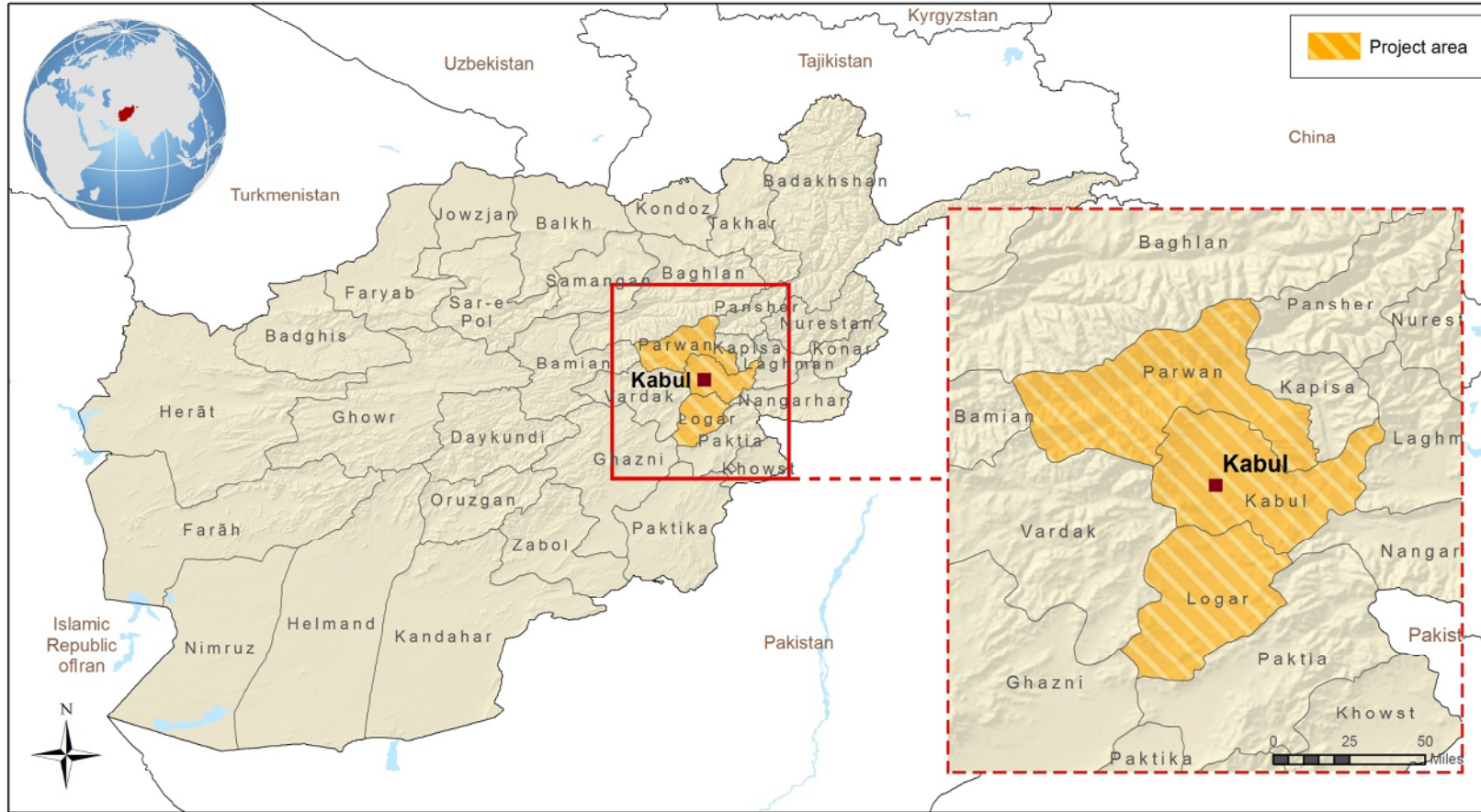
Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ICARDA	Centre international de recherches agricoles dans les zones arides
S&E	Suivi-évaluation

Afghanistan

Community Livestock and Agriculture Project

President's report



07-11-2012



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte de la zone du projet

République islamique d'Afghanistan

Projet d'élevage et d'agriculture communautaires

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République islamique d'Afghanistan
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage
Coût total du projet:	65,51 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	37,65 millions de DTS (équivalent approximativement à 58 millions d'USD)
Cofinancier:	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Montant du cofinancement:	FAO: 0,46 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Contribution en nature
Contribution du pays bénéficiaire du don:	3,57 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,48 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA
Financement rétroactif:	Pour les dépenses admissibles, jusqu'à concurrence d'une somme approximative de 0,236 million d'USD, encourues entre le 8 novembre 2012 et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement.

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don en faveur de la République islamique d'Afghanistan pour le Projet d'élevage et d'agriculture communautaires, telle qu'elle figure au paragraphe 42.

Proposition de don à la République islamique d'Afghanistan pour le Projet d'élevage et d'agriculture communautaires

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. **Contexte de la pauvreté.** Après presque trois décennies de conflit, l'Afghanistan est devenu l'un des pays les plus pauvres du monde. Le *Rapport sur le développement humain* a classé l'Afghanistan au 172^e rang sur les 187 pays examinés en 2011. Selon les estimations, quelque 36% de la population vivent sous le seuil de pauvreté, et 70% sont touchés par l'insécurité alimentaire. La pauvreté est un phénomène essentiellement rural dans la mesure où quelque 80% de la population totale et 84% des pauvres résident dans les campagnes. La dimension sexospécifique de la pauvreté est manifeste, et le pays affiche l'un des taux d'inégalité entre hommes et femmes les plus élevés au monde.
2. **Contexte du développement économique et rural.** Ces dernières années, l'économie afghane a affiché en général des taux de croissance solides, mais ces chiffres reflètent principalement la prospérité du secteur du bâtiment et des activités commerciales dans les zones urbaines. En effet, la croissance a été insignifiante dans le reste du pays, et la plupart des ruraux vivent encore d'une agriculture de subsistance. L'économie reste essentiellement rurale: le secteur agricole formel contribue au PIB à hauteur de 35% environ. L'agriculture de subsistance est le principal moyen d'existence en milieu rural. L'élevage fait partie intégrante de la plupart des systèmes de production agricole afghans. C'est pourquoi il est indispensable de promouvoir le développement des cultures et de l'élevage pour faire reculer la pauvreté. En Afghanistan, ces deux secteurs ont malheureusement fortement souffert pour de multiples raisons.
3. **Contexte politique et situation sécuritaire.** L'Afghanistan n'a émergé que récemment de près de 30 ans de conflit. La stabilité politique est encore compromise par une campagne d'insurrection actuellement conduite par divers groupes, en particulier dans le sud et l'est du pays, et le Gouvernement afghan peine à étendre son autorité au-delà de la capitale et à forger l'unité nationale. La situation sécuritaire dans le pays, qui a toujours été une préoccupation majeure, s'est détériorée ces dernières années et devrait empirer du fait du retrait de la Force internationale d'assistance à la sécurité, annoncé pour 2014.
4. **La réponse du gouvernement.** Face à ces obstacles au développement, le gouvernement a réagi en lançant plusieurs initiatives nationales dans le cadre du Programme d'investissement public pour les moyens d'existence et la protection sociale, qui ont sensiblement amélioré la situation dans plusieurs zones. Mais les besoins en appui au développement sont encore énormes, et les capacités d'exécution, en particulier au niveau local, sont extrêmement limitées.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. **Bien-fondé de l'intervention du FIDA.** En raison de l'évolution rapide de la situation dans le pays, notamment en matière de sécurité, du statut émergent du gouvernement et de la nature des priorités des donateurs dans un environnement post-conflit, la réserve de projets et les notes conceptuelles correspondantes n'ont pas figuré dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de 2008. Cependant, étant donné que la mise en œuvre de la stratégie de développement nationale progresse et que la prestation des services s'est récemment améliorée, et dans la perspective d'un probable déclin de l'aide au développement, lié au départ de la Force internationale d'assistance à la sécurité en 2014, l'examen à mi-parcours du COSOP (mars 2011) a mis en évidence plusieurs possibilités stratégiques d'apporter un appui au Gouvernement afghan. Ces possibilités consistent à s'attaquer à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire dans les zones rurales, en concentrant les efforts sur les priorités du gouvernement, à savoir le développement agricole, la promotion des moyens d'existence durables, la génération de revenus et le développement des infrastructures rurales.
6. **Contribution du FIDA.** Sur la base de son mandat, de son expérience actuelle et de son avantage comparatif en Afghanistan, le FIDA a déterminé un moyen de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la génération de revenus dans les populations rurales pauvres. Il contribuera à l'amélioration de la productivité des cultures et de l'élevage et au renforcement des capacités institutionnelles existantes (publiques et non gouvernementales) au niveau du district et de la province. Le projet proposé est cohérent avec les objectifs et les priorités stratégiques du COSOP et avec les priorités nationales du gouvernement, telles qu'elles sont décrites dans la Stratégie de développement agricole et rural afghane, le Cadre national de développement agricole et les programmes prioritaires nationaux.
7. **Liens avec les projets du FIDA en cours d'exécution et les activités des autres organisations internationales.** Le projet proposé reprend et transpose à plus grande échelle des modèles et des approches qui ont été testés en Afghanistan et qui ont donné de bons résultats. Il s'agit notamment du modèle de production laitière intégrée de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) mis en œuvre dans divers projets, notamment le Programme d'appui à la microfinance rurale et au secteur de l'élevage, financé par le FIDA; du modèle des entreprises semencières villageoises du Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA); et d'une version adaptée des modèles d'amélioration de l'élevage de basse-cour et de l'élevage semi-commercial de volaille, également mis en œuvre dans divers projets, notamment le Programme d'appui à la microfinance rurale et au secteur de l'élevage.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. **Zone du projet.** La zone du projet couvre les provinces de Kaboul, Parwan et Logar, qui sont situées dans la région centrale. À l'intérieur de ces provinces, trois districts par province ont été sélectionnés pour bénéficier de l'exécution du projet. Les critères de sélection ont été les suivants: i) accessibilité: la zone du projet doit être aisément accessible; ii) sécurité: le niveau de sécurité dans la zone du projet doit permettre un accès régulier et sans danger; et iii) contiguïté: les provinces de la zone du projet doivent être contiguës pour limiter au minimum les contraintes administratives et logistiques. Les provinces/districts ont, en matière d'agriculture et d'élevage, un potentiel fortement sous-exploité dont le développement pourrait facilement être stimulé au moyen d'interventions judicieuses.

9. **Groupe cible et bénéficiaires.** Le projet ciblera spécifiquement les trois groupes suivants: a) les petits agriculteurs et éleveurs, y compris les paysans sans terres et les agriculteurs qui ont perdu leur cheptel et/ou souhaitent pratiquer l'élevage ou reconstituer leurs troupeaux; b) les femmes et les ménages dirigés par une femme; et c) les Kutchis sédentarisés et nomades. Approximativement 169 500 ménages ruraux pauvres en ressources (soit quelque 1 017 000 personnes), répartis sur 367 conseils de développement communautaire ruraux, dans les neuf districts, devraient bénéficier des activités du projet (ratio coût/bénéficiaires: 386 USD par ménage ou 64 USD par personne).

B. Objectif de développement du projet

10. La finalité du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales de l'Afghanistan. Plus spécifiquement, l'objectif du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire de quelque 169 500 ménages ruraux, dans des districts sélectionnés des provinces de Kaboul, Parwan et Logar, grâce à l'accroissement de la productivité des cultures et de l'élevage. Ce résultat sera obtenu par le biais de l'amélioration des moyens de production, des compétences, des services, des technologies et des sources de revenus du groupe cible (avec, par exemple, l'introduction d'options technologiques performantes dans les domaines de l'élevage et de l'agriculture, le renforcement des capacités locales et la consolidation des points faibles de la filière, notamment la liaison avec les marchés). Le projet vise aussi à réduire les inégalités entre les sexes, en améliorant le statut social et économique des femmes qui participent aux activités du projet.
11. **Effets attendus.** Les principaux avantages attendus sont notamment:
 i) l'accroissement de la production et de la productivité de l'élevage et des cultures (lait, volaille, blé, et légumineuses et légumes alimentaires et fourragers);
 ii) l'augmentation des revenus nets des bénéficiaires; et iii) l'amélioration de l'état de santé des bénéficiaires.

C. Composantes/résultats

12. **Composantes du projet.** Le projet s'articule autour de trois composantes interdépendantes:
- 1) **Développement communautaire, y compris les infrastructures productives et le renforcement institutionnel (25,4 millions d'USD, soit 39% du total des coûts du projet; contribution du FIDA: 21,4 millions d'USD).** Cette composante qui vise à renforcer les capacités des communautés et des institutions locales, appuiera la construction de petites infrastructures propres à améliorer la productivité agricole (donc à apporter des avantages socioéconomiques) et rendra les institutions locales (organisations communautaires et administrations locales) plus aptes à prendre en charge les activités et à en assurer la pérennité. Cette composante couvre trois sous-composantes: 1.1 infrastructures productives (23,1 millions d'USD); 1.2 développement communautaire et renforcement institutionnel (1,1 million d'USD); et 1.3 intégration des questions de parité hommes-femmes et renforcement des capacités en la matière (1,2 million d'USD).
 - 2) **Développement de l'élevage et de l'agriculture (28,5 millions d'USD, soit 43% du total des coûts du projet; contribution du FIDA: 25,2 millions d'USD).** Cette composante vise à faire reculer la pauvreté en améliorant la sécurité alimentaire, tout particulièrement pour les ménages dirigés par une femme et les membres vulnérables et marginalisés des communautés rurales, grâce à l'introduction de pratiques et de "paquets technologiques" améliorés dans les domaines de l'élevage et de l'agriculture et, dans une moindre mesure, à un appui au développement des filières et à la liaison avec les marchés. Dans la mesure du possible, ces activités seront rattachées à la construction des infrastructures productives et au

développement communautaire/renforcement institutionnel, afin que l'approche adoptée soit globale et intégrée. Cette composante couvre quatre sous-composantes: 2.1 développement de l'élevage laitier (10,5 millions d'USD); 2.2 développement de l'élevage de volaille (5 millions d'USD); 2.3 amélioration des cultures vivrières, fourragères et maraîchères (8 millions d'USD); et 2.4 développement de l'élevage chez les Kutchis (5 millions d'USD).

3) **Gestion du projet, appui à l'élaboration des politiques et programme de formation des jeunes cadres (11,7 millions d'USD, soit 18% du total des coûts du projet; contribution du FIDA: 11,4 millions d'USD).**

Cette composante portera sur la coordination du projet et comprendra la fourniture d'une assistance technique à l'équipe d'appui du projet. Compte tenu de son succès dans le cadre du Programme d'appui à la microfinance rurale et au secteur de l'élevage, le programme de formation des jeunes cadres sera poursuivi au titre de cette composante, avec un financement de 0,42 million d'USD. De plus, un Fonds d'appui à l'élaboration des politiques sera mis en place grâce à l'apport d'une dotation d'un montant de 0,5 million d'USD. Enfin, un mécanisme spécial de financement, doté d'une enveloppe de 3,5 millions d'USD, sera établi pour fournir un appui complémentaire à certaines activités, en fonction des besoins, et pour développer les activités prometteuses/performantes.

13. **Synergie et complémentarité entre les composantes/sous-composantes.**

Grâce à l'appui qu'il assure, à la fois à la construction d'infrastructures productives et à la diffusion de paquets technologiques dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, le projet crée les liens qui manquent entre les exploitations, les zones de production de volaille et d'élevage et les routes principales; améliore l'efficacité de l'acheminement de l'eau; et promeut l'intensification des cultures et l'amélioration des rendements. Les interventions qui concernent les infrastructures compléteront et renforceront les activités proposées au titre des autres composantes/sous-composantes. Par exemple, la construction d'infrastructures liées à l'eau (aménagement des cours d'eau, prises d'eau/exutoires) fera augmenter la productivité des cultures et des terres. L'aménagement des cours d'eau et la modernisation des infrastructures d'irrigation amélioreront l'efficacité du transport de l'eau et entraîneront un accroissement de la production agricole et une hausse des revenus pour les exploitants.

14. **Mécanismes d'exécution.** Compte tenu de la faiblesse des capacités qui prévaut actuellement au sein du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage (le principal agent d'exécution) au niveau sous-national (province et district), les composantes et les activités du projet seront exécutées conjointement par plusieurs ministères et des prestataires de services sélectionnés. Trois prestataires de services ont été présélectionnés, en collaboration avec le bénéficiaire, au cours des missions de conception, à savoir: la FAO pour l'exécution de la sous-composante de développement de l'élevage laitier; l'ICARDA pour l'exécution de la sous-composante d'amélioration des cultures vivrières, fourragères et maraîchères; et le Comité néerlandais pour l'Afghanistan pour la sous-composante relative au développement de l'élevage chez les Kutchis. Ces institutions ont été sélectionnées au regard de leurs compétences, connaissances spécialisées et mandats uniques et en raison de leur présence de longue date et de leur expérience en Afghanistan. Un accord officiel sera conclu avec elles dès que le Comité national spécial pour la passation des marchés aura donné son consentement préalable. L'organisme chef de file du projet signera avec chaque prestataire et avec le Ministère de l'aménagement et du développement rural des accords d'exécution établissant les modalités d'exécution des activités pertinentes.

III. Exécution du projet

A. Approche

15. **Approche du projet.** Le projet adoptera une approche intégrée de développement communautaire qui complétera les initiatives exécutées actuellement au niveau des communautés par un appui à l'amélioration de la productivité et au renforcement des capacités. Des activités intégrées et interdépendantes seront réalisées au niveau de la communauté en vue d'accroître la productivité des cultures et de l'élevage (elles porteront sur les lacunes et les priorités en matière d'infrastructures agricoles; introduiront des paquets technologiques et des services adaptés dans les domaines de l'élevage et de l'agriculture, ou les amélioreront; et consolideront les points faibles des filières et les liens avec les marchés), et de renforcer les capacités des communautés, des organisations et des institutions locales. Toutes les activités au niveau communautaire seront conduites selon une approche flexible, participative et fortement décentralisée en vertu de laquelle les communautés joueront un rôle central dans le recensement des besoins et leur classement par priorité, l'exécution et le suivi des activités, et l'établissement du cadre garantissant le fonctionnement et l'entretien des réalisations après la clôture du projet.

B. Cadre organisationnel

16. **Organisme d'exécution principal.** Le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage sera l'agent d'exécution principal.
17. **Exécution et gestion du projet.** L'exécution et la gestion du projet seront confiées à une équipe d'appui du projet qui sera intégrée dans le Département de planification et d'exécution des programmes du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage. L'équipe d'appui du projet sera chargée d'assurer la coordination globale de l'exécution et de fournir une assistance technique pour les questions de portée générale (par exemple les questions de parité hommes-femmes, la gestion des savoirs, le suivi-évaluation [S&E], la passation des marchés et le contrôle du budget) et de la gestion du projet au jour le jour.
18. **Coordination et suivi du projet.** La coordination et la supervision du projet incomberont: i) au niveau national, à un comité de pilotage qui assurera la coordination, l'élaboration des politiques, les activités de nature législative et le contrôle global; et ii) pour chaque province, à un comité de coordination à ce niveau.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. **Planification et suivi-évaluation.** Le système de S&E du projet collectera des données qui permettront de mesurer les résultats et d'évaluer le degré de réalisation des objectifs et servira d'outil d'apprentissage en fournissant des informations qui alimenteront une réflexion critique sur les stratégies et les opérations du projet. Il appuiera le processus décisionnel à divers niveaux et constituera la base d'une gestion axée sur les résultats. De plus, le système renforcera les capacités du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage en matière de S&E. Le projet aura un cadre de S&E détaillé qui tiendra compte des enseignements tirés de l'expérience du Programme d'appui à la microfinance rurale et au secteur de l'élevage. Il comportera des données ventilées par sexes et groupes sociaux, notamment sur la formation et l'accès aux services. Ses principales caractéristiques seront les suivantes: i) suivi des produits; ii) S&E participatif; iii) suivi des processus; iv) suivi des effets; et v) évaluation de l'impact.
20. **Gestion des savoirs.** Dans le cadre de la Stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs, une stratégie de gestion des savoirs au niveau du projet sera élaborée au cours de la première année d'exécution. Un site web du projet, qui servira d'outil de partage des savoirs, sera développé également pendant la première année d'exécution et sera rattaché au réseau ENRAP du FIDA (qui couvre la région Asie et

Pacifique). Les informations essentielles issues des enquêtes de S&E, des examens et des visites d'information, les enseignements et les meilleures pratiques seront diffusés par divers produits de savoirs – bulletins, publications, études de cas et rapports. En outre, le projet organisera des manifestations de partage des savoirs au niveau communautaire ainsi que des visites d'échange pour favoriser l'apprentissage par l'observation. Au niveau local, les prestataires de services seront en contact avec les médias pour faire en sorte que les activités et les retombées du projet, de même que les enseignements qui en sont tirés, soient régulièrement couvertes. Des dispositions seront prises afin que les membres concernés du personnel du projet et les prestataires de services suivent une formation sur les pratiques de gestion des savoirs et l'organisation de manifestations de partage des connaissances.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

21. **Gestion financière.** Les meilleures pratiques garantissant la transparence des systèmes financiers et le respect de l'obligation de rendre des comptes seront adoptées. La direction et le chargé des finances des prestataires de services seront responsables de la tenue des documents justificatifs relatifs aux coûts et aux passations de marchés du projet. Les comptes du projet seront vérifiés chaque année par un commissaire aux comptes pour minimiser le risque de corruption. De plus, le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage mettra en place une fonction d'audit interne préalable pour activer les systèmes de contrôle associés à la vérification des comptes. Les fonds seront acheminés conformément aux arrangements standard applicables à tous les projets financés par des donateurs en Afghanistan. Les fonds du don du FIDA seront transférés sur un compte, libellé en dollars des États-Unis, spécifiquement ouvert pour le don. Ce compte sera administré et géré par le Ministère des finances, qui gèrera aussi des comptes auxiliaires ouverts au nom du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage et du Ministère de l'aménagement et du développement rural. Tous les prestataires de services ouvriront et géreront des comptes bancaires, libellés en dollars des États-Unis, spécifiquement destinés à recevoir les fonds du FIDA pour financer les activités relevant de leurs responsabilités respectives. Ils se conformeront aux normes et procédures internationales habituelles, c'est-à-dire qu'ils enregistreront chaque dépense encourue et veilleront à ce qu'une vérification des comptes soit conduite en bonne et due forme chaque année par le vérificateur général ou par un cabinet d'audit privé. Une partie des fonds retirés du compte du don du FIDA par le Ministère des finances sera directement transférée de ce compte à des tierces parties pour des paiements majeurs.
22. **Passation des marchés.** La passation des marchés relatifs aux biens, travaux et services financés par le don sera effectuée conformément aux dispositions de la loi afghane de juillet 2008 concernant les passations de marchés, sous réserve que ces dispositions soient cohérentes avec les directives du FIDA en la matière. Les méthodes utilisées (allant de l'appel d'offres international à la passation de contrat directe) pour les diverses catégories de passation de marchés seront différentes en fonction de la nature de l'achat, de son montant et d'autres critères.
23. **Corruption.** Conscient que la stabilité et le développement de l'Afghanistan dépendent notamment du recul de la corruption, le gouvernement s'est employé à faire barrage à ce phénomène au cours des cinq dernières années, en prenant des mesures générales et en renforçant les institutions. Les efforts en ce sens doivent être renforcés, mais des progrès ont été enregistrés dans le domaine de l'administration publique (par exemple, avec la nouvelle loi relative à la fonction publique qui a été promulguée en 2005), tandis que les normes fiduciaires ont été considérablement améliorées grâce aux nombreuses mesures prises par le Ministère des finances. En 2006, pour la première fois, le commissaire aux comptes (le Bureau du contrôle et de l'audit) a pu vérifier les comptes publics, et le rapport a été transmis par le gouvernement aux chambres haute et basse du Parlement. Les

mesures visant à atténuer les risques de corruption sont décrites dans la section IV.E du présent rapport (Identification et atténuation des risques).

E. Supervision

24. **Supervision.** Le projet sera directement supervisé par le FIDA, qui effectuera sur le terrain des missions d'appui à l'exécution et de supervision. Au moins une mission de supervision ou d'appui, ainsi que des missions de suivi si la nécessité s'en fait sentir, sera organisée chaque année pour évaluer la situation d'avancement globale et les résultats obtenus, repérer les lacunes et les problèmes, examiner avec une attention particulière les aspects fiduciaires et déterminer les besoins en matière d'appui à l'exécution. Idéalement, les missions devraient coïncider avec les réunions du comité de pilotage du projet, afin que le FIDA puisse assister à ces réunions en qualité d'observateur.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

25. Globalement, le coût du projet proposé s'élèvera à 65,51 millions d'USD environ sur une période d'exécution de six ans. Le montant des coûts de base est de 62,87 millions d'USD, tandis que la provision pour aléas d'exécution représente approximativement 2,64 millions d'USD.

B. Financement du projet

26. **Financement et cofinancement.** La contribution du FIDA se chiffrera à 58 millions d'USD environ (88,5% du coût total) et sera octroyée sous la forme d'un don accordé au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Avec une contribution en nature estimée à 3,57 millions d'USD, le gouvernement cofinancera le projet à hauteur de 5,5%. Les bénéficiaires fourniront, principalement sous la forme d'apports en nature, 3,48 millions d'USD environ, ce qui représente 5,3% des coûts du projet. La FAO contribuera, à hauteur d'un montant approximatif de 0,46 million d'USD, à la sous-composante de développement de l'élevage laitier, sous la forme de temps de travail de son personnel, d'allocation de véhicules, etc. Le tableau ci-dessous résume le financement du projet par composante et par source de financement.

Financement du projet par composante et par source de financement
(en milliers de dollars des États-Unis)

	Gouvernement		FIDA		FAO		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale
	Mon-tant	%	Mon-tant	%	Mon-tant	%	Mon-tant	%	Mon-tant	%		
Composante 1												
1.1 Infrastructures productives	1 647	7,1	19 084	82,9	-	-	2 303	10,0	23 034	35,2	1 189	21 845
1.2 Développement communautaire	16	1,4	1 110	98,6	-	-	-	-	1 126	1,7	58	1 068
1.3 Intégration de la parité hommes-femmes	30	2,5	1 182	97,5	-	-	-	-	1 213	1,9	63	21 845
Composante 2												
2.1 Développement de l'élevage laitier	1 364	13,0	8 521	81,2	456	4,3	152	1,4	10 492	16,0	1 145	9 347
2.2 Développement de l'élevage de volaille	75	1,5	4 900	98,0	-	-	26	0,5	5 000	7,6	259	4 742
2.3 Cultures vivrières, fourragères et maraichères	142	1,8	6 826	85,7	-	-	1 000	12,6	7 967	12,2	905	7 062
2.4 Développement de l'élevage chez les Kutchis	0	0,0	4 999	100	-	-	-	-	4 999	7,6	516	4 483
Composante 3												
Gestion du projet	302	2,6	11 379	97,4	-	-	-	-	11 681	17,8	150	11 531
Coût total du projet	3 575	5,5	58 001	88,5	456	0,7	3 481	5,3	65 513	100,0	4 286	61 227

27. Complémentarité avec les activités du Programme de solidarité national.

Certaines activités du projet compléteront les initiatives conduites dans le cadre du Programme de solidarité national (un programme, d'un montant de 750 millions d'USD, exécuté par le Ministère de l'aménagement et du développement rural et financé par diverses sources, notamment le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan administré par la Banque mondiale et le Fonds japonais pour le développement social).

- 28. Financement rétroactif.** En dérogation à la section 4.08 a) ii) des Conditions générales, les dépenses jusqu'à concurrence d'une somme équivalant à 150 000 USD pour la catégorie III, à 74 000 USD pour la catégorie IV et à 12 000 USD pour la catégorie V du tableau des allocations (paragraphe 1, annexe 2 de l'accord de financement), encourues après le 8 novembre 2012 mais avant la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement, peuvent être considérées comme des dépenses admissibles aux fins de l'accord de financement, sous réserve de remplir les autres conditions d'admissibilité, bien qu'elles aient été encourues avant le début de la période d'exécution du projet.

C. Résumé des avantages et analyse économique

- 29. Analyses économique et financière.** Des analyses économique et financière ont été réalisées pour évaluer la viabilité économique et financière du projet, examiner les incidences des interventions du projet sur les revenus et observer dans quelle mesure les avantages financiers sont suffisants pour inciter les bénéficiaires à participer aux activités proposées. Le tableau ci-dessous résume les conclusions, notamment les résultats d'une analyse de sensibilité pour trois scénarios (10% d'augmentation des coûts; 10% de réduction des bénéfices; et 10% d'augmentation des coûts avec 10% de réduction des bénéfices).

Analyse économique et financière

<i>Composantes</i>	<i>Analyse financière</i>			<i>Analyse économique</i>		
	<i>Valeur actuelle nette</i>	<i>Bénéfices/coûts</i>	<i>Taux de rentabilité financière</i>	<i>Valeur actuelle nette</i>	<i>Bénéfices/coûts</i>	<i>Taux de rentabilité économique</i>
1.1 Infrastructures productives	1 468	1,12	18%	629	1,06	17%
2.1 Développement de l'élevage laitier	3 076	1,25	23%	2 567	1,25	23%
2.2 Développement de l'élevage de volaille	4 987	1,53	33%	1 485	1,14	19%
2.3 Amélioration des cultures vivrières, fourragères, maraîchères**	14 431	1,61	36%	14 957	1,83	40%
2.4 Développement de l'élevage chez les Kutchis	1 861	1,38	30%	1 337	1,31	40%
Projet global	18 811	1,25	23,2%	14 602	1,22	22,2%
Augmentation des coûts de 10%	11 253	1,14	19,6%	8 023	1,11	19%
Réduction des bénéfices de 10%	9 372	1,12	19,2%	6 563	1,10	18%
Coûts/bénéfices + 10%/– 10%	1 814	1,02	15,8%	(16)	1,00	15%

* Hors irrigation.

** Avec irrigation.

30. Les résultats des analyses laissent penser qu'un ménage bénéficiant des activités du projet pourrait voir ses revenus annuels augmenter substantiellement.

D. Durabilité

31. **Durabilité.** La conception du projet comporte plusieurs éléments clés visant à garantir la pérennité des activités après la clôture du projet, ainsi qu'une stratégie de retrait naturel: i) utilisation des structures et des arrangements existants; ii) appui aux institutions existantes; et iii) passage de relais et transfert des responsabilités progressifs et bien planifiés. Les deux dernières années du projet correspondront à une phase de consolidation, centrée sur la mise en œuvre d'un plan de transition pragmatique et assorti de nombreux repères. Les prestataires de services transféreront la responsabilité de la poursuite des activités du projet à des Départements de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage considérablement renforcés et à des groupements, coopératives et unions de bénéficiaires plus dynamiques, etc. De plus, grâce à un processus de conception participatif, le projet sera directement en prise sur les préoccupations de la communauté. Ces efforts qui visent à promouvoir la prise en main du projet par les bénéficiaires contribueront à garantir la pérennité des activités après la clôture du projet et à susciter la volonté nécessaire pour y parvenir.

E. Identification et atténuation des risques

32. **Risques et mesures visant à les atténuer.** Les principaux risques sont les suivants: a) la situation sécuritaire précaire et fortement instable dans le pays. Pour atténuer ce risque, les districts ciblés ont été sélectionnés dans les trois provinces qui semblent être les moins touchées par les problèmes d'insécurité. De plus, l'expérience qui a été tirée d'autres programmes exécutés dans la zone indique que le fait de travailler en étroite collaboration avec des partenaires locaux et la forte participation de réseaux communautaires contribuent aussi à réduire sensiblement les risques de nature sécuritaire. Cependant, si la situation venait à se détériorer, le suivi pourrait être confié à une tierce partie. Dans le cas extrême où la sécurité, dans l'un quelconque des districts sélectionnés, se détériorerait au point de rendre les communautés ciblées totalement inaccessibles, il a été convenu, en tant que plan de secours/stratégie de retrait, que le gouvernement – en consultation avec le FIDA – examinerait la possibilité de déplacer les activités du projet dans d'autres districts présélectionnés, sans préjudice de toute autre solution acceptable par le Fonds; et b) corruption: compte tenu de la portée et de l'échelle réduites des initiatives communautaires conduites dans le cadre du projet et des mécanismes déjà mis en place par le Programme de solidarité nationale, les conseils de développement communautaire et d'autres institutions pour garantir la transparence, les risques liés à la corruption sont considérés comme limités. En ce qui concerne le développement

des infrastructures, le projet ne financera que de petites infrastructures, ce qui atténuera un peu plus le risque de corruption. Toutes les activités du projet resteront modestes, du point de vue de leur portée et de leur échelle, et n'exigeront pas des communautés participantes qu'elles fassent preuve de compétences qu'elles ne possèdent pas. Plusieurs sous-composantes de la composante relative à l'agriculture et à l'élevage seront exécutées par des prestataires de services qui ont été sélectionnés ou présélectionnés en raison, entre autres critères, de leur bonne réputation.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

33. **Respect des politiques du FIDA.** Le projet est cohérent avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Il est aussi aligné sur la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique et sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement. La Division environnement et climat a classé ce projet dans la catégorie B et a recommandé que la gestion de la terre et de l'eau, de même que les aspects liés au changement climatique, fasse l'objet d'un suivi constant pendant l'exécution du projet. Le projet applique les principes de la Politique du FIDA en matière de ciblage et ceux de sa Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La conception est alignée sur le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA.
34. **Stratégie en matière de parité hommes-femmes.** Conformément à la nouvelle politique du FIDA concernant l'égalité des sexes, une stratégie en la matière a été développée pour le projet. La stratégie vise à réduire les inégalités entre les sexes, en améliorant le statut social et économique des femmes qui participent aux activités du projet. Une double approche sera suivie: d'une part, le projet appuiera des activités spécifiquement ciblées sur les femmes et, d'autre part, il favorisera l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans toutes ses activités. Le projet comporte une sous-composante spécifique sur l'intégration des questions de parité hommes-femmes et le renforcement des capacités en la matière (sous-composante 1.3).

B. Alignement et harmonisation

35. **Alignement sur les priorités nationales.** Le projet est cohérent avec la Stratégie de développement agricole et rural de l'Afghanistan et appuie le Cadre national de développement agricole et les programmes prioritaires nationaux, en particulier le deuxième (Programme national détaillé de développement de la production et des marchés agricoles) et, en partie, le premier (Programme national d'aménagement des ressources en eau et des ressources naturelles) et le quatrième (Renforcement des institutions locales).
36. **Utilisation des systèmes nationaux.** Le projet sera géré par une équipe d'appui du projet, qui sera intégrée dans le Département de planification et d'exécution du programme du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage et qui sera chargée d'assurer la coordination et le flux de l'information avec les autres initiatives et programmes nationaux.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

37. **Innovation et reproduction à plus grande échelle.** Compte tenu du contexte afghan, ce projet n'est pas spécifiquement conçu pour être novateur mais plutôt pour reproduire et transposer à plus grande échelle des modèles et des approches qui ont déjà été testés et conduits à titre pilote en Afghanistan et qui ont donné de bons résultats. Il s'agit notamment: du modèle de production laitière intégrée mis en œuvre par la FAO dans divers projets, notamment le Programme d'appui à la microfinance rurale et au secteur de l'élevage, financé par le FIDA; du modèle des entreprises semencières villageoises de l'ICARDA; et d'une version adaptée des divers modèles d'amélioration de l'élevage de basse-cour et de l'élevage

semi-commercial de volaille. Les éléments suivants peuvent être considérés comme novateurs dans le contexte afghan: i) l'idée d'appuyer à la fois des activités productives (élevage, volaille, semences) et le développement des infrastructures par l'intermédiaire des conseils de développement communautaire; ii) l'approche du développement de l'élevage de volaille, qui diffère des modèles antérieurement mis en œuvre en Afghanistan; et iii) le recours à plusieurs ministères pour exécuter le projet (le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage et le Ministère de l'aménagement et du développement rural).

D. Participation à l'élaboration des politiques

38. Un financement, d'un montant de 500 000 USD (le Fonds d'appui à l'élaboration des politiques), sera alloué à l'élaboration, au suivi ou à la mise en forme finale des projets de politiques, de stratégies et de lois dont le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage a besoin pour créer un environnement favorable à l'exécution des activités promues par le FIDA dans le pays. Ce mécanisme axé sur la demande sera influencé à son tour par les résultats et les recommandations issus de projets tels que le Programme d'appui à la microfinance rurale et au secteur de l'élevage et le projet proposé. Le fonds servira au FIDA de point d'ancrage de la concertation sur les politiques.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

39. Un accord de financement entre la République islamique d'Afghanistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure en annexe.
40. La République islamique d'Afghanistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
41. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

42. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique d'Afghanistan un don d'un montant équivalant à trente-sept millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (37 650 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: “Community Livestock and Agriculture Project (CLAP)”

(Negotiations concluded on 7 November 2012)

Grant Number: DSF-[]-[]

Project Title: Community Livestock and Agriculture Project (CLAP) (the “Project”)

The International Fund for Agricultural Development (the “Fund” or “IFAD”)

and

The Islamic Republic of Afghanistan (the “Recipient”)

(each a “Party” and both of them collectively the “Parties”)

hereby agree as follows:

WHEREAS

The Recipient has requested a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement,

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund’s General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 as may be amended from time to time (the “General Conditions”) are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in Section E paragraph 4 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a grant to the Recipient (the “Grant”), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is thirty-seven million six hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 37 650 000).

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 21 December.

3. The Recipient shall open and maintain a Designated Grant Account denominated in USD in a bank acceptable to the Fund for the purposes of receiving Grant financing for the Project. The Designated Grant Account shall be operated by the Ministry of Finance.

4. The Recipient shall provide in-kind counterpart financing for the Project in the amount of USD 3.57 million. The beneficiaries shall contribute to the Project up to the amount of USD 3.48 million in the form of cash, in kind and/or through labour.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock (MAIL).

2. The following is designated as an additional Project Party: Ministry of Rural Rehabilitation and Development (MRRD).

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Grant shall be administered and the Project directly supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The Project Implementation Manual (PIM) or any provision thereof has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Recipient, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Recipient has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The National Project Director shall have been appointed;
- (b) The Project Support Team (PST) within the Planning and Programme Implementation Department of the MAIL shall have been established and adequately staffed;
- (c) The Project Steering Committee and the Provincial Coordination Committees shall have been duly established;
- (d) The Designated Grant Account shall have been opened; and
- (e) The PIM shall have been adopted by the Lead Project Agency, substantially in the form approved by the Fund.

3. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) No withdrawal shall be made in respect of activities to be implemented by the MRRD under sub-component 1.1 (Productive Infrastructure) of the Community Development, including Productive Infrastructures and Institutional Strengthening Component, until the Memorandum of Understanding referred to in Schedule 1, Section II, paragraph 6 between the Lead Project Agency and the MRRD has been duly executed;
- (b) No withdrawal shall be made in respect of activities to be implemented by the Service Providers referred to under Schedule 1, Section II, paragraph 4, letters (a) through (d) until a contract for services or related agreement, acceptable to the Fund, has been signed between the Lead Project Agency and such Service Provider and the Fund has endorsed the respective AWPB for each such Service Provider as approved by the PSC; and
- (c) No withdrawal shall be made in respect of expenditures under Categories VI and VII of the Allocation Table (paragraph 1, Schedule 2 hereto) until each proposal for expenditure has been approved by the Fund.

4. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement:

As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 150 000 for Category III, USD 74 000 for Category IV, and USD 12 000 for Category V of the Allocation Table (paragraph 1, Schedule 2 hereto) incurred after 8 November 2012 but before the date of entry into force of this Agreement may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, if otherwise eligible, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural
Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister for Finance of the
Islamic Republic of Afghanistan
Ministry of Finance
Pashtonistan Watt,
Kabul, Afghanistan

This Agreement has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

ISLAMIC REPUBLIC OF AFGHANISTAN

[insert NAME of the Authorised Representative]
[insert his title]

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project targets in particular: (i) Small farmers and livestock-keepers, including the landless and those who lost their livestock and aspire to keep livestock or restock; (ii) Women and female-headed households; (iii) Resettled and nomadic Kutchis in nine districts in the Central Region's Provinces of Kabul, Parwan and Logar (the "Project Area").

2. *Goal and Objectives.* The overall goal of the Project is to contribute to poverty reduction in rural Afghanistan. The objectives of the Project are to improve food security of some 169,500 rural households in the Project Area by increasing agriculture and livestock productivity and reducing gender disparities by increasing the social and economic status of women engaged in these activities.

3. *Components.* The Project shall consist of the following three mutually reinforcing Components:

- (a) **Community Development, including Productive Infrastructures and Institutional Strengthening:** This component aims at strengthening the capacity of local communities by supporting the construction of small-scale infrastructure aimed at enhancing agricultural productivity, as well as the capacity of community organisations and local government agencies to address issues of ownership and sustainability. The component includes three sub-components: (1.1) Productive Infrastructure, (1.2) Institutional Strengthening, and (1.3) Gender Mainstreaming and Capacity Building.
- (b) **Livestock and Agriculture Development:** This component aims at reducing poverty by enhancing food security. Strong emphasis will be placed on women-headed households and the most vulnerable and marginalised individuals within the rural communities by introducing appropriate livestock and agricultural practices and packages, and, to a limited extent, supporting value-chain development and linkages to markets. This component includes four sub-components: (2.1) Dairy Development, (2.2) Poultry Development, (2.3) Improved Food, Fodder, and Vegetable Crops, and (2.4) Livestock Development among the Kutchi.
- (c) **Project Management, Policy Support, and Young Professionals Programme:** This component aims at enhancing Project coordination and providing technical support to the Project Support Team (PST). The Project shall also finance a Young Professionals Programme as well as the Policy Support Fund and a Special Financing Facility.

II. Implementation Arrangements

4. *Implementation.* The Lead Project Agency shall be directly responsible for implementation of activities related to irrigation and agriculture schemes under sub-component 1.1 (Productive Infrastructure) of the Community Development, including Productive Infrastructures and Institutional Strengthening Component. It shall also coordinate implementation of other Project activities to be implemented by means, *inter alia*, of the Project Support Team and the following Service Providers, some of which have been identified as potential service providers by the Fund, in consultation with the Lead Project Agency, during Project design based on their unique skills, expertise and mandate and/or because of their long experience in the country:

Project Support Team (PST): This Team, to be headed by a National Project Director supported by other staff acceptable to the Fund, shall be responsible for overall implementation coordination and technical support for Project cross-cutting issues, for policy advocacy, liaison with other development Programmes, as well as for day-to-day management of the Project, including the preparation of annual work plans and budgets (AWPBs), and consolidation of financial statements and progress reports.

- (a) Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO): FAO shall be responsible for implementation of the Dairy Development, sub-component 2.1 of the Livestock and Agriculture Development Component.
- (b) International Centre for Agricultural Research in Dry Area (ICARDA): ICARDA shall be entrusted with implementation of sub-component 2.3 (Improved Food, Fodder, and Vegetable Crops) of the Livestock and Agriculture Development Component.
- (c) Dutch Committee for Afghanistan (DCA): The DCA shall be responsible for implementation of the Livestock Development among the Kutchi sub-component (2.4) of the Livestock and Agriculture Development Component.
- (d) The Service Provider to be contracted by the Lead Project Agency: Such Service Provider shall be responsible for implementation of the Poultry Development sub-component (2.2) of the Livestock and Agriculture Development Component.

5. *Subsidiary Agreements.* The Lead Project Agency shall enter into an agreement/contract for services with each Service Provider for the implementation of the sub-component assigned thereto. Each agreement/contract for services with Service Providers shall clearly specify the scope of the work to be undertaken, expected deliverables, estimated budget for specific activities, as well as clearly defined performance evaluation criteria. These agreements shall be monitored closely by the PST and renewed annually based on satisfactory performance. Each agreement with a Service Provider shall: (i) specify that the Service Provider shall maintain a register of assets (e.g. goods and equipment) acquired with the proceeds of the Grant and that at completion of the Project implementation, such assets will be transferred to the Recipient; and (ii) be submitted to the Fund for its prior approval. Each agreement with a Service Provider may not be modified without the prior consent of the Fund.

6. *Memorandum of Understanding (MOU).* The Lead Project Agency shall enter into a memorandum of understanding with the MRRD setting forth the terms of the implementation of the Water Supply, Drainage, Sanitation and other Infrastructure Schemes of sub-component 1.1 (Productive Infrastructure) of the Community

Development, including Productive Infrastructures and Institutional Strengthening Component assigned thereto. The MOU shall clearly specify the scope of the work to be undertaken, expected deliverables, estimated budget for specific activities, as well as clearly defined performance evaluation criteria. The MOU shall be monitored closely by the PST and shall: (i) specify that the MRRD shall maintain a register of assets (e.g. goods and equipment) acquired with the proceeds of the Grant; and (ii) be submitted to the Fund for its prior approval. The MOU may not be modified without the prior consent of the Fund.

7. *Project Coordination and Oversight.* Project coordination and oversight shall be secured as follows:

- (a) A Project Steering Committee (PSC), which shall include senior-level representatives of the Project Parties and the Ministry of Finance, shall be responsible for national-level steering and coordination, policy direction and guidance, legislative activities, approval of AWPBs, progress review and overall oversight.
- (b) Provincial Coordination Committees, chaired by the respective Provincial representative of the Department of Agriculture, Irrigation and Livestock and comprising technical and field staff of the Project Parties shall ensure operational level coordination for integrated planning and implementation.

8. *Project Implementation Manual (PIM).*

8.1. *Preparation.* The PST shall finalise a draft Project Implementation Manual which shall include, *inter alia*: (i) The Terms of Reference of the Project staff; (ii) the role and responsibility of each actor (PST, PSC, MRRD, Service Providers); (iii) a multi-year Project Annual Work Plan and Budget; (iv) detailed operating procedures, including financial management, procurement processes and flow of funds; and (v) a Monitoring and Evaluation Plan.

8.2. *Approval.* The PST shall submit the draft PIM to the Fund for its comments and approval no later than thirty (30) days after the entry into force of this Agreement. The PIM shall be modified only with the prior consent of the Fund.

8.3. *Adoption.* The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, within thirty (30) days of Fund approval, and shall promptly provide copies thereof to the Fund, the MRRD and all Service Providers. The Recipient shall cause the Project to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

9. *Mid-Term Review.* The Lead Project Agency and the Fund shall jointly carry out a review of the Project implementation no later than the third anniversary of the date of Entry into Force of this Agreement (the "Mid-Term Review") based on terms of reference prepared by the Lead Project Agency and approved by the Fund. Among other things, the Mid-Term Review shall consider the achievement of Project objectives and the constraints thereon, and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints. The Recipient shall ensure that the agreed recommendations resulting from the Mid-Term Review are implemented within the specified time therefor and to the satisfaction of the Fund. Such recommendations may result in modifications to this Agreement or cancellation of the Financing.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated in SDR	% of Eligible Expenditures to be financed
I. Civil works, Community Infrastructures	12 750 000	100% net of taxes, Government, beneficiaries and co-financiers contributions
II. Vehicles, Motorcycles, Equipment and Materials	2 640 000	100% net of taxes, Government, beneficiaries and co-financiers contributions
III. Technical Assistance, Training and Studies	7 600 000	100% net of taxes, Government, beneficiaries and co-financiers contributions
IV. Salaries and Allowances	6 620 000	100% net of taxes, Government, beneficiaries and co-financiers contributions
V. Incremental Operating Costs	1 430 000	100% net of taxes, Government, beneficiaries and co-financiers contributions
VI. Policy Support Fund	320 000	100% net of taxes, Government, beneficiaries and co-financiers contributions
VII. Special Financing Facility	2 270 000	100% net of taxes, Government, beneficiaries and co-financiers contributions
Unallocated	4 020 000	
TOTAL	37 650 000	

(b) The terms used in the Table above include, among other things, the following:

- Civil works, community infrastructures include: irrigation/agriculture, water supply and sanitation schemes;
- Vehicles, Motorcycles, Equipment and Materials include: expandable and non-expandable equipment;
- Technical assistance training and studies include: training to Project staff and to communities (technical and vocational).

(c) As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 150 000 for Category III, USD 74 000 for Category IV, and USD 12 000 for Category V of the Allocation Table (paragraph 1, Schedule 2 hereto) incurred after 8 November 2012 but before the date of entry into force of this Agreement may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, if otherwise eligible, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Gender.* The Recipient shall ensure that gender concerns shall be mainstreamed in all Project activities throughout the Project Implementation Period. The Recipient shall also ensure that the Project activities specifically designed to benefit women and women-headed households are duly and diligently implemented.
2. *Monitoring.* The Lead Project Agency shall monitor the Project and, in partnership with each Service Provider, generate data and information on Project activities, output and outcomes in a manner satisfactory to the Fund. The Lead Project Agency shall also collect information on Project impact, including on nutrition status and households' assets, using the Fund's standard methodology (Results and Impact Monitoring System).
3. *Resource Protection.* The Recipient shall take all reasonable measures to ensure that existing laws are enforced to safeguard water, forest and wildlife resources in the Project Area. The Recipient shall take all measures to ensure sustainability of the Project without any detriment to the environment and shall promote natural resources' sustainability.
4. *Operation and Maintenance.* The Recipient shall ensure that adequate human and financial resources shall be provided to support the operation and maintenance of Project-financed investments and the recurrent costs of the Project operations both during and after the Project Implementation Period, at least for the useful life of such investments.
5. *Authorisation.* The Recipient shall provide any Project Party with such delegations of authority or other authorisations as may be required under its national procedures to implement the Project in accordance with this Agreement.
6. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Recipient shall ensure that all vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.
7. *Financial Statements of Service Providers.* The agreement/contract of services of each Service Provider shall specify that the Service Providers will make available to the Recipient, through the PST, the statements of sources and uses of funds related to Project activities under their respective responsibility in respect of each Fiscal Year within two (2) months of the end of each Fiscal Year. The PST shall attach these statements of sources and uses of funds to its own financial statements for subsequent submission to the Fund.
8. *Audit of Service Providers.* The Recipient shall ensure that each agreement/contract of services of each Service Provider referred to in Schedule 1, Section II, paragraph 4 letters (b) through (d) shall specify that the Service Providers will appoint an external independent auditor to audit their financial statements relating to the Project. These audit reports shall be submitted to the Recipient, through the PST, within five (5) months after the end of each Fiscal Year for subsequent submission to the Fund.

Logical framework

Results hierarchy	Indicateurs	Moyen de vérification	Assumptions
<p>Objectif générprincipal: To contribute to reduce poverty in rural Afghanistan</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 10% decrease in population below the poverty line - 5% decrease in child malnutrition (under 5 yrs old, chronic, acute-underweight) 	<ul style="list-style-type: none"> - Impact surveys (including RIMS anchor indicators) at baseline and completion. - Impact Evaluation Report 	<ul style="list-style-type: none"> - Price of food does not increase relative to earnings. - No major natural disasters or major conflict situation.
<p>Objectif de développement To improve food security of 169,500 rural households in selected districts in the provinces of Kabul, Parwan, and Logar by increasing agriculture and livestock productivity</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 129% increase in milk/cow among hh targeted by the project - 200% increase in annual milk production/hh - 1.16 m eggs produced by beneficiary hh in Yr 6 - Yield/ha (kg) of certified seeds (1st and 2nd planting): wheat (3.4, 2.55); lentil (0.5, 0.38); chickpea (1.0; 0.73); mungbean (0.9, 0.7); potato (19.1, 14.34); tomato (38.3, 28.69); onion (31.9, 23.91); beans (0.7, 0.48) - 169,500 households with increased agriculture/livestock productivity 	<ul style="list-style-type: none"> - RIMS plus survey and rolling baseline - Annual Outcome Survey. - Impact Evaluation Report - Produits du savoir. - Newspaper items - Radio programmes - Study reports 	<ul style="list-style-type: none"> - No security problems in the rural areas for conducting surveys and studies. - The vulnerable and poor HHs gain relatively more in terms of food and nutritional security, assets building and income - Project implementation structure has ¼ female staff members
<p>Outcome 1 (Community Development) Capacity of local communities and local institutions enhanced, cultivable land increased, agriculture production/productivity increased, health condition improved and water-borne diseases decreased</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 10% increase in agriculture productivity (yield/ha) - 115,000 households benefiting from productive infrastructures 		<ul style="list-style-type: none"> - Smooth implementation procedures and smart fund flow
<p>Output 1.1 (Productive Infrastructures) Crop yield increased, income opportunities increased, health conditions improved (thanks to the construction of small-scale productive infrastructures)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 8% reduction in water-borne diseases - 1.3% increase in No. of hh having access to drinking water and sanitation facilities - 10% increase in agriculture productivity (yield/ha) 	<ul style="list-style-type: none"> - RIMS and reports of civil work conducted - Completion report of contractors (civic work) - Reports of SPs in charge of other sub/components - CDC's records, minutes, etc. - Work schedules - Monitoring data/reports of Provincial M&ED 	<ul style="list-style-type: none"> - Community Participatory Monitoring (CPM) system functional including women - Performance supervisory system of NSP operational in place - ANDS -overarching framework for women's rural development and their involvement in the agricultural sector – acknowledged
<p>Output 1.2 (Community Development and Institutional Strengthening) Capacity of beneficiary communities/community organizations and local government agencies strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> - At least 80% of beneficiaries expressing satisfaction on the quality of services provided by local government agencies staff (measured through questionnaires) - At least 80% of organization members expressing satisfaction on the quality of management of community organizations (measured through questionnaires) 		<ul style="list-style-type: none"> - Lessons learnt taken into account; i.e. - women's role in agriculture undervalued; - rural women require learning opportunities to enter the higher levels of the value chains

1

<p>Output 1.3 (Gender Mainstreaming) Role/Involvement of women in productive activities and productive potential increased</p>	<ul style="list-style-type: none"> - % increase of women who have control of productive assets - % increase in net income among women - At least 25% of female professional staff (among MAIL/DAIL and SPs) 	<ul style="list-style-type: none"> - Staff records - RIMS reports - Specific gender impact surveys - Études de cas - Progress and Annual reports of SPs, DAIL/MAIL 	
<p>Outcome 2 (Livestock and Agriculture Development) Increased agriculture and livestock productivity</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 200% increase in average hh income from dairy [Expected n. of beneficiary hh: 3 000. - 400% increase in net income of poultry keeping hh [Expected n. of beneficiary hh: 25 000. - At least 100% increase in net income of adopters [Expected n. of beneficiary hh: 81 055. - 25% increase in net income of livestock keepers [Expected n. of beneficiary hh: 20 000. 		<ul style="list-style-type: none"> - Attractive market for milk does not imply selling all milk; sufficient milk kept for home consumption - Dairy team able to build upon existing infrastructures such as (private) VFUs (health, A.I.), - Close interactions and synergies with other components/sub-components of CLAP, overall coordination via CDCs (esp. female CDCs) and adherence to Project Gender Strategy
<p>Output 2.1 (Dairy Development) Milk production and productivity increased; dairy milk processing and marketing improved</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Increase in average number of cattle per family [Target: from 1.254 to 1.75] - 1.5l/day increase in milk consumption at hh level - 200% increase in average hh income from dairy 	<ul style="list-style-type: none"> - RIMS I and II data, and Annual Report - Records and reports of collection centres and processing plant; Progress reports of local service providers; Monitoring reports - Outcome monitoring reports 	<ul style="list-style-type: none"> - High Input High Output dairy approach does not undermine food production neither deteriorates sustainable agriculture practices - Security situation will not get worse - No abnormal droughts or water shortage
<p>Output 2.2 (Poultry Development) Traditional fowl systems strengthened; small-scale commercially viable poultry systems developed</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Increase in egg production for traditional birds [Target: 12 per annum] - Decrease in mortality rate [Target: from 3% to 1.5%] - 400% increase in net income of poultry keeping hh 	<ul style="list-style-type: none"> - Output focus groups discussions esp. among women groups, - Project Progress Reports, Final Project Report - Baseline data & follow-up surveys; Study and Surveys reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Optimal coordination with relevant stakeholders - Cooperation with other actors active in the poultry sub sector in particular those working with women - Policy for poultry sub-sector will be finalised
<p>Output 2.3 (Improved Food, Fodder, and Vegetable Crops) New drought resistant and high yielding improved varieties of wheat, food and forage legumes, and vegetables developed and adopted</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 80,000 farmers adopting new seeds and related best - 30-60% increase of food, fodder, and vegetable production over existing rates - At least 100% increase in net income of adopters 	<ul style="list-style-type: none"> - MAIL records and Reports from MAIL M&E - Relevant Reports of Directorate of Tribal Affairs - CDC statistics, - Relevant Reports Human Health Department / specific survey data 	<ul style="list-style-type: none"> - Poultry board will be established - No abnormal droughts or water shortage - Optimal coordination with relevant stakeholders
<p>Output 2.4 (Livestock Development among the Kutchi) Livelihoods among Kutchi enhanced</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 10% reduction in prevailing mortality rates for shoats and cattle - 0.05l increase in daily milk production - 25% increase in net income of livestock keepers 	<ul style="list-style-type: none"> - Flock and Hen card data (traditional system) - Batch cards (commercial units; all in, all out) - Case studies & stories - Items in newspapers, radio, T.V. 	<ul style="list-style-type: none"> - No abnormal droughts or water shortage - Optimal coordination with relevant stakeholders - Cooperation with WISP, WOCAT realistic